



Tout le monde a le pouvoir

de....

**Le SNJ a raison : "Seuls ceux qui ont la possibilité de stopper les rotatives ont droit à des négociations salariales sectorielles. Pour le reste, la direction entend préserver son privilège de gratifier qui bon lui semble"...**

Oui, le secteur industriel a le pouvoir de stopper les machines. Forte de plus de 500 journalistes, la rédaction a, elle aussi, le pouvoir de ne plus écrire, ni de mettre en page ou en ligne. Il lui suffirait juste de croiser les bras pour se faire entendre. Chaque secteur a un, ou même plusieurs leviers et moyens de pression, bien en amont des rotatives. Chaque catégorie de personnel a le pouvoir de revendiquer par la grève, et c'est la raison pour laquelle nous nous adressons à chaque fois à tous. Il s'agit de faire corps et d'agir collectivement. Car, lorsque les ouvriers du livre appuient sur le bouton rouge, cela a toujours été pour l'ensemble des salariés. Qui n'ont d'ailleurs jamais refusé de bénéficier de tous les conquits sociaux que la CGT a obtenu pour tous...

Alors que se pose la question globale du pouvoir d'achat, dans une société qui n'a jamais autant défendu la richesse et la division, il est temps de se mobiliser collectivement, pour peser dans la négociation des salaires en interne. Cette année la direction refuse toute augmentation.

Depuis des années, l'humanisme et les valeurs, dont « le journal » se gargarisent, sont piétinées. Le changement de cap est amorcé désormais par le poids prépondérant du Groupe, qui devient le maître des stratégies à suivre. Seuls les critères de rentabilité et de massification sont au programme. Sous cette cape d'influences néfastes, l'héritage des fondements du journal sont bafoués.

Le secteur industriel en fait les frais une énième fois. N'espérons jamais que le secteur de la rédaction, ni aucun autre d'ailleurs, ne connaisse autant de plans de licenciement que le secteur industriel en a subi et en subi encore aujourd'hui. C'est uniquement par la force de son collectif d'ouvriers soudés et déterminés que la CGT a pu négocier les conditions de départs de ces salariés « licenciés économiques », et de nouvelles organisations pour les restants.

Comment croyez-vous bénéficier du 0,62 ? D'un nombre de jours de congés ou de RTT ? De jours de congés d'âge ? De revalorisations salariales ? A l'accès aux œuvres sociales ? A la valeur du ticket restaurant ou subvention pour les salariés du siège ? A la meilleure couverture d'une mutuelle interne ? Pourtant, vous en bénéficiez tous aujourd'hui.

Sans lutte solidaire dans l'entreprise, sans un syndicat combatif, rien n'est possible.

Pour rappel, en 2017, à Ouest-France, plusieurs mouvements de grève avaient été lancés par la CGT, à l'ensemble du personnel, afin de contraindre la direction de négocier des augmentations salariales **pour tous**. Mais seuls les services industriels avaient répondu et quelques syndiqués et sympathisants. Ces mouvements avaient déclenché la furie de nombreux salariés à notre rencontre, nous accusant de les prendre en otage, de mettre en péril le journal, et de piétiner leur travail. La fin du mouvement avait abouti à une augmentation de 0,9% et 0,7% selon le

niveau de salaire, et une prime générale de **250 euros pour l'ensemble des salariés**... Même cause même effet en 2019. D'autres exemples de ce type ont existé par le passé grâce à l'action de la CGT et des ouvriers des services industriels, qui, au passage, y ont laissé quelques billets, car même si une grève coûte à la direction, elle coûte avant tout aux grévistes.

Alors, à chacun d'agir, et de reprendre en main son avenir à travers le collectif. C'est lui seul qui peut faire infléchir la politique de la direction.

Rassurez-vous, si demain la rédaction décide de se mettre en grève pour une revalorisation salariale en NAO, entraînant par là même aucune page à imprimer, les ouvriers du secteur industriel seront eux aussi en grève pour montrer à nos dirigeants que l'union fait la force.

Mobilisez-vous, rejoignez-nous.